

Le gouvernement annonce des "mesures" contre la vie chère.

Ménagères, c'est le moment, plus que jamais, de veiller à votre porte-monnaie !

Le libertaire

Administration : R. Frémont, 72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Circulation postale : N. Faucher 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5 fr.	Trois mois... 7 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

HYPOCRISIE DU DÉSARMEMENT NAVAL

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Les négociations de Londres avancent au ralenti. Nous voici à la quatrième semaine de délibérations et le bilan des réalisations est pauvre, avant dire nul. Les puissances se sont bornées à l'expression de leurs exigences respectives, mais aucune décision n'a été prise quant à la limitation des effectifs. C'est que les antagonismes s'affichent quasi inévitables, comme par le passé et dans ces conditions, il est naturellement difficile aux Etats riverains de s'entendre.

Cependant, si les intérêts des divers Etats semblent inconciliables, il est toujours un point sur lequel s'est levé un accord unanime : savoir la suppression des navires de guerre de fort tonnage. Mais il ne faudrait pas voir là une victoire de l'esprit pacifiste. Les causes en sont tout autres, écoutez plutôt le très bon examen de la question que fait le Comité international Anti-militariste.

La totalité de la presse anglaise, y compris les grands journaux bourgeois, partage la conception de Mac Donald qui veut que les grandes unités maritimes ne soient plus remplacées et qu'on les supprime définitivement de la liste des flottes, ou pour le moins, qu'on les remplace par des unités plus petites. Les Etats-Unis sont disposés à remettre pour cinq années la construction des navires de ligne projetés (c'est-à-dire les plus forts), et de démolir, après ce délai, les 11 vaisseaux qui auront atteint l'âge de la réforme. En outre, les Etats-Unis sont disposés à réduire le tonnage des grandes unités de 35 mille à 25 mille tonnes.

Le Japon est disposé à supprimer totalement, en même temps que l'Angleterre et les Etats-Unis, les grandes unités. Hoover déclare qu'il faut mettre un terme à la course aux armements navals et qu'il faut procéder à un allègement décisif des charges imposées par les armements. L'Angleterre y souscrit des deux mains.

Il résulte actuellement, parmi les grandes puissances maritimes représentées à la conférence, une indéniablement unanime... concernant la suppression des navires de guerre, et par conséquent, des unités. Mais quant aux autres difficultés, celles qui déjà se sont élevées à la conférence de Washington au sujet des navires de 10.000 tonnes et moindres, elles restent inchangées.

Il est vrai que l'Amérique consentirait à ne construire que 15 croiseurs au lieu de 18, il n'en est pas moins vrai qu'elle en aura encore 15 de plus. Il est vrai que l'Angleterre veut bien réduire le nombre maximum des croiseurs permis de 70 à environ 50, mais elle n'en avait encore que 49 en 1928; actuellement, elle n'en possède que 51. Et quant au nombre des unités de guerre de moindres dimensions, la plus grande divergence de vues réside d'un côté entre l'Italie et la France, d'un autre côté entre le Japon et les Etats-Unis.

D'où vient ici ce « autant de têtes, autant d'opinions », à côté de cette rare unanimité au sujet des grands navires de guerre ? La raison en est simple : bien que ces vaisseaux coûtent des 850 millions, leur valeur pour la guerre moderne est devenue très douteuse du fait de l'emploi des avions et des sous-marins, qui sont d'autre part infiniment meilleur marché. On peut même dire qu'ils ont perdu toute valeur, tellement ils deviennent facilement la proie des bombes jetées du haut des airs. C'est pourquoi, dès la conférence de Washington, on pouvait déjà deviner de ne plus étendre la flotte de nouveaux grands unités : c'est aussi pourquoi on veut actuellement s'abstenir de remplacer les navires réformés. Le correspondant allemand d'un journal néerlandais (de Nieuwe Rotterdamse Courant) rappelait ces jours-ci les expériences faites par l'armée américaine avec deux navires réformés et quelques bâtiments de guerre livrés par l'Allemagne, et racontait entre autres ce qui suit :

« Trois avions jetèrent d'abord des bombes de 90 kg. sur le sous-marin U117, ce qui eut pour conséquence de fendre immédiatement ce bâtiment en deux. Puis, une bombe d'avion vint de se loger dans la cheminée du grand torpilleur G112. Le navire sauta aussitôt. Ce fut alors le tour du croiseur de cinq mille tonnes *Frankfurt*. Une bombe de 300 kg. l'envoya au fond de la mer. L'objectif suivant fut le navire de ligne *Ostfriesland*. Ce bâtiment, de guerre avait été au préalable, avant que possible, rendu inébranlable, par des cloisons étanches. Les épisodes de cette action ont été fixés par la photographie, alors qu'il fut touché par une bombe de 1.000 kilos. Immédiatement, l'arrière se mit à couler. Une minute après, le navire se pencha fortement à bâbord; une minute encore, et la poupe avait disparu sous l'eau. Après quarante-cinq secondes, on ne pouvait plus voir que des tourbillons et de l'écume, le *Ostfriesland* avait pris le chemin du fond de la mer. Une bombe avait, en moins de trois minutes, fait sombrer un grand vaisseau de ligne de 23.000 tx. Un vieux cuirassé américain fut, par l'effet d'une bombe d'avion de 550 kg. littéralement retourné, la coque en l'air ; la quille émergea encore un instant, puis tout disparut dans l'abîme. Mais l'expérience la plus remarquable fut celle faite sur le dernier navire sacrifié à cet effet,

également un vieux cuirassé américain, et jaugeant dix mille tonnes. Ce bâtiment ne fut pas atteint directement. La bombe qui lui était destinée, tomba dans la mer à quelque distance de la poupe, un cas qui doit se produire beaucoup plus souvent pendant la guerre qu'au cours de manœuvres. Le cuirassé n'en était pas moins, après 48 secondes, une épave perdue sans remède. Le rapport officiel américain conclut : « Ces manœuvres ont prouvé qu'une simple bombe suffira à mettre hors de combat le plus moderne des cuirassés. »

Il est d'une évidence absolue que les navires de guerre ordinaires sont devenus inutiles pour la guerre des grandes puissances entre elles. C'est pourquoi on veut les supprimer, de même qu'un jour, on a supprimé l'arc, l'arbalète ou un quelconque fusil démodé. Aussi l'organe principal du capitalisme anglais, le *Times*, applaudit-il à ces mesures de suppression ; mais il fait la réflexion que toutes les puissances maritimes ont un intérêt vital dans les croiseurs, les sous-marins et autres navires de moyennes dimensions. De là aussi le fait que Mac Donald veut remplacer les grands navires de ligne par des unités plus petites. Ces derniers gardent leur valeur, entre autres pour la domination des peuples de couleur dans les colonies et les territoires de mandat.

La suppression des grands navires de guerre à la fois coûteux et inutiles ne nous fait donc pas avancer d'un pas dans la voie du désarmement international, ce n'est rien d'autre qu'une mesure de technique militaire, la suppression d'une arme surannée qu'on veut remplacer par d'autres plus modernes : sous-marins, flotte aérienne, gaz asphyxiants. Il n'est pas douteux que cette conférence « portera des fruits », surtout que le conservatisme maritime de ses membres ne leur joue un mauvais tour en leur enlevant l'exercice de leur bon sens. Il n'est pas douteux qu'elle supprimera alors les plus grands parmi les navires de guerre, vraisemblablement qu'elle limitera le tonnage des croiseurs. Elle fera ainsi d'une pierre deux coups.

Ne fera-t-elle pas ainsi accroître aux peuples que conformément au pacte Kellogg, on vient de se mettre sérieusement à désarmer, qu'une ère nouvelle s'annonce, et qu'un esprit moderne, international se répand sur les peuples et les gouvernements ? La suppression des « plus grands » des navires de guerre ne marque-t-elle pas un commencement ? Et en même temps, cette suppression aura préparé la voie à une préparation plus efficace, plus rationnelle et meilleur marché de la guerre. Car la suppression des navires de guerre géants n'est autre qu'une mesure de rationalisation du militarisme, l'introduction de plus d'efficacité dans la préparation de la guerre. Une fraction seulement des millions ainsi rendus disponibles suffira pour préparer, avec des gaz et des avions, une guerre plus horrible que jamais ! Et la suppression de ces armes modernes, il ne sera pas question à Londres.

Louis Matha est mort

Nous recevons au dernier moment du camarade S. Faure la note ci-dessous, annonçant la mort de M. Louis Matha.

Nous l'insérons avec empressement et assurons la compagnie du camarade Matha de la sympathie des compagnons de l'U. A. C. R. et du Libertaire.

Le mercredi 12 février, le compagnon Louis Matha a subitement succombé à une crise cardiaque. Il avait pris une part des plus actives à la propagande anarchiste qui, de 1892-1893 à 1913 et 1914 fut intense.

Durant de longues années, il fut le camarade qui seconda Sébastien Faure, alors que celui-ci prodiguait à travers le pays la parole anarchiste.

Il avait été « du Procès des Trente » et le ministère public — qui ne se trompait pas — l'avait rangé parmi les 4 ou 5 accusés contre lesquels il requerrait une condamnation impitoyable ; vingt ans de travaux forcés.

Il avait pris la charge du *Libertaire*, alors que, absorbé par la propagande orale, Sébastien Faure ne pouvait pas se consacrer suffisamment à la rédaction de ce journal.

Il possédait remarquablement le courage et le sang-froid.

Vieux et malade, il s'était retiré à Paris-Jardins, où son activité s'est dépensée, jusqu'à la dernière minute, en faveur des œuvres de coopération et d'éducation qui fleurissent dans ce coin de la banlieue parisienne.

Tous ceux qui ont connu Matha lui garderont un souvenir ému.

Nota. — A l'heure où nous mettons sous presse, le jour et l'heure de l'incinération ne sont pas encore fixés. Ce sera probablement pour le vendredi 14 février.

Prière aux amis de consulter leur journal quotidien. Celui-ci, très probablement, en informera ses lecteurs.

Les chaouchs sont maîtres à Paris comme en terre d'Afrique

La grève de la faim au Cherche Midi

Notre dernier appel en faveur d'Odeon, gréviste de la faim, n'a pas été entendu. La presse n'a pas répondu à notre cri d'alarme, car on ne peut considérer comme une protestation favorable à notre camarade les quelques lignes d'informations parues dans *Le Peuple*, *Le Populaire*, *Le Soir* et *l'Humanité*.

Et maintenant la prison militaire de la capitale abrite trois grévistes de la faim. En effet, Guillot et Baubet se sont joints à Odeon depuis huit jours. Merci à ces deux braves compagnons, pour leur beau geste de solidarité ; honte aux journaux et aux organisations qui se taisent devant la criminelle audace des chaouchs qui semblent prendre Paris pour une terre d'Afrique.

M^r Blümmel — au dévouement duquel il nous plaît de rendre hommage — a, dès le 7 février, au nom de Torrès, absent de Paris, saisi de la question le ministre de la Guerre, par la lettre suivante :

Monsieur le Ministre, J'ai l'honneur d'attirer d'une manière toute spéciale et urgente votre attention sur mon client Perrin dit Odeon, détenu à la prison militaire du Cherche-Midi. Perrin, dit Odeon, a été condamné à une année d'emprisonnement pour insubordination, par le tribunal militaire de Paris, le 29 janvier dernier ; toutefois, ayant signé son pourvoi en révision, Odeon doit rester entièrement suivant la loi et les règlements pénitentiaires, au régime de la prévention. Or, des proches parents d'Odeon se sont vu refuser le droit de le voir aux jours et heures fixés par le règlement.

Odeon privé de ces visites réconfortantes a commencé et continué sa grève de la faim depuis lundi dernier. Pour cette attitude, il a été mis immédiatement au cachot.

Je vous demande instamment, Monsieur le Ministre, de donner des instructions rigoureuses pour qu'aucune brimade ne soit exercée à l'égard d'un détenu dont la conduite est certainement sans reproche, et afin qu'il puisse dans la limite des règlements en vigueur, bénéficier des mêmes droits que les autres prévenus.

Aujourd'hui Odeon en est à son sixième jour de privation d'aliments.

Je fais appel à votre esprit d'humanité, Monsieur le Ministre, pour examiner cette situation avant qu'elle ne soit devenue plus douloureuse et plus grave.

M. Maginot n'a pas encore daigné répondre à cette lettre. Et la façon

dont il se comporte à l'égard d'un avocat, nous fait craindre que nos trois prisonniers n'obtiennent pas grand-chose de l'« impartialité » et de l'« esprit d'humanité » d'un pareil coco.

Aussi notre inquiétude est grande.

Naturellement, à cette occasion, l'on conviendra que la grève de la faim, c'est-à-dire la grève des chefs des armées de terre et de mer, lesquels ne vivent que de rapines appelées guerres ; les mercantis et les banquiers qui ont toujours quelque chose à vendre aux peuples indigènes que l'on vient de dépouiller, et la foule, l'immense anonyme, toujours prête malheureusement à assister à un spectacle.

Comme l'on oubliera de demander l'avis des indigènes, ces prolétaires qui subissent, eux, une double oppression, celle du patron d'abord, et du colonisateur ensuite, il est logique que les anarchistes, qui se sont toujours élevés contre toute tentative de colonisation, fassent entendre à l'occasion des fêtes projetées leur protestation la plus véhémente contre l'immoralité d'un tel anniversaire.

Un petit exemple suffira, plus que tous les discours à faire comprendre, le mécanisme et l'injustice de la colonisation. Imaginez, étant dans votre appartement, de voir arriver un monsieur qui vous tient à peu près ce langage : « Nous avons remarqué que vous tenez en désordre votre intérieur, il y a des choses non balayées, vous avez de temps à autre des querelles avec votre compagnie ; de ce fait, j'ai décidé, en vertu du droit du plus fort, de m'emparer de votre appartement et de vos meubles ; je m'occuperai même à l'avenir de vos relations sexuelles et de la manière de vous vêtir, vous devrez me confier l'éducation de vos enfants car les mœurs qu'ils pratiquent et la religion qu'ils auraient du fait de vos directives sont fausses. Etonné d'abord, vous tenterez silencieusement, quoique le plus faible, de vous opposer à ces desseins ; et quand comprendrez l'inutilité de votre résistance, vous demanderez au vainqueur : « Mais, maintenant, où irai-je vivre ? Comment pourrai-je travailler ? Qui me fournira les objets qui m'ont été dérobés et qui me sont indispensables ? Il est facile de nous arranger répondra alors votre adversaire, tu pourras travailler dans ton appartement moyennant une location que je fixerai moi-même, tu feras une tâche que j'aurai choisie également et si tu veux les ustensiles qui te sont utiles, je puis t'en vendre à bon marché. Il est bien entendu que je surveillerai ton travail, que j'installerais chez toi en permanence mes soldats, mes juges et mes amis que j'appellerai pour la circonstance : fonctionnaires coloniaux. »

— Mais je me révolterai contre un tel arbitraire direz-vous. — Fort bien, dans ce cas, votre spoliateur vous conduira devant un tribunal où siègent d'ailleurs ses amis et c'est vous qui serez condamnés à des dizaines d'années de prison, quelque fois même à la déportation perpétuelle.

Tel est en général le mécanisme de la colonisation, avec cette différence que l'acte pour être approuvé, est tenté et accompli non plus sur un seul individu, mais sur des millions et qui est pratiqué au nom du droit et de la civilisation.

Il ne faut pas, quand il s'agit de la conquête de l'Algérie s'en tenir à la fable du coup d'éventail qui traîne dans les manuels d'histoire, il faut rechercher pourquoi notre représentant en Algérie à cette époque était allé trouver le Dey Hussein et pourquoi ce dernier était en colère.

Au début du XIX^e siècle les turcs étaient depuis 300 ans les maîtres de la régence d'Alger, dont le territoire s'étendait de la Tunisie au Maroc était sensiblement celui de l'Algérie actuelle. Pendant la Révolution, la France avait pu se procurer des ravitaillements précieux grâce aux achats de denrées faits au bey de Constantine ; la Convention et le Directoire avaient continué et cela par l'intermédiaire de 2 juifs livournais Bacci et Busnach. Endetté, l'Etat français n'avait pas payé, empêchant ainsi ses créanciers de vendre du blé aux anglais par crainte de perdre la somme due ; les deux juifs débiteurs du Dey, à leur tour, avaient persuadé ce dernier qu'ils ne pourraient le rembourser que lorsqu'ils seraient payés et l'avaient fait intervenir auprès de la France.

La France versa donc deux acomptes, l'un de 3 millions, l'autre de 1.200.000 francs. Les Juifs n'en donnèrent rien au Dey, afin de le laisser intéressé à leurs réclamations. Or, en 1816 et en 1819, les discussions au sujet de cette créance duraient encore ; en 1820 les Chambres votèrent un crédit pour en acquitter le montant, mais par suite d'opérations financières de Bacci et de Busnach, le Dey ne toucha pas un sou de sa créance. C'est alors, qu'il demanda à l'Etat français une partie des 7 millions que retenait dans ses coffres la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le 30 avril 1827, Deval, consul de France à Alger, fut suivant l'usage reçu en audience par le Dey ; interrogé par Hussein sur les raisons pour lesquelles le ministre ne leur avait pas répondu au sujet de la dette, le consul répondit : « Mon gouvernement ne vous écrira pas, c'est inutile ! » Furieux, le Dey intima au Consul l'ordre de sortir et comme celui-ci ne bougeait pas, il fit un geste de menace avec le chasse-mouches qu'il tenait à la main.

Le motif de l'expédition était trouvé. *Insulte grave au représentant de la France.*

C'est la même France, ou des représentants analogues à ceux de 1827, qui s'indignèrent après la guerre du refus de payer de l'Allemagne ; qu'eussent-ils dit, si cette dernière, employant le système de 1827, avait parlé d'envahir la France pour la punir de réclamer les sommes dues. Et encore, le cas est très différent, les sommes dues au Dey représentaient des marchandises réellement livrées et non un tribut de guerre, imposé par les conditions draconiennes d'un traité.

Il nous est donc permis de terminer ce premier article par les phrases contenues dans une brochure de M. Alexandre de Laborde, député de la Seine, adressée au Roi et aux Chambres en 1830 et dans laquelle, il disait :

« Cette guerre (l'expédition d'Alger) est-elle juste ? Non. Le Dey réclame, on le vole ; il se plaint, on l'insulte ; on le tue !

Les méthodes n'ont pas d'ailleurs été modifiées depuis la conquête ; car, c'est grâce au vol, à la spoliation et à l'arbitraire que nous avons, depuis 1830, colonisé l'Algérie.

GARINE.

LE CENTENAIRE D'UN BRIGANDAGE COLONIAL

LA CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE

Depuis quelques mois les murs des halls de gare des principales villes de France sont tapissés d'affiches colorées annonçant aux foules qu'à l'occasion de l'anniversaire du centenaire, il sera organisé en Afrique du Nord en 1930 de merveilleuses réjouissances. Des banquets, des fêtes, des expositions auront lieu un peu partout en Algérie, pour rappeler aux indigènes — ô ironie ! — qu'il y a 100 ans, la France les spolia des quelques libertés dont ils jouissaient auparavant.

Naturellement, à cette occasion, l'on conviendra que la grève de la faim, c'est-à-dire la grève des chefs des armées de terre et de mer, lesquels ne vivent que de rapines appelées guerres ; les mercantis et les banquiers qui ont toujours quelque chose à vendre aux peuples indigènes que l'on vient de dépouiller, et la foule, l'immense anonyme, toujours prête malheureusement à assister à un spectacle.

Comme l'on oubliera de demander l'avis des indigènes, ces prolétaires qui subissent, eux, une double oppression, celle du patron d'abord, et du colonisateur ensuite, il est logique que les anarchistes, qui se sont toujours élevés contre toute tentative de colonisation, fassent entendre à l'occasion des fêtes projetées leur protestation la plus véhémente contre l'immoralité d'un tel anniversaire.

Un petit exemple suffira, plus que tous les discours à faire comprendre, le mécanisme et l'injustice de la colonisation. Imaginez, étant dans votre appartement, de voir arriver un monsieur qui vous tient à peu près ce langage : « Nous avons remarqué que vous tenez en désordre votre intérieur, il y a des choses non balayées, vous avez de temps à autre des querelles avec votre compagnie ; de ce fait, j'ai décidé, en vertu du droit du plus fort, de m'emparer de votre appartement et de vos meubles ; je m'occuperai même à l'avenir de vos relations sexuelles et de la manière de vous vêtir, vous devrez me confier l'éducation de vos enfants car les mœurs qu'ils pratiquent et la religion qu'ils auraient du fait de vos directives sont fausses. Etonné d'abord, vous tenterez silencieusement, quoique le plus faible, de vous opposer à ces desseins ; et quand comprendrez l'inutilité de votre résistance, vous demanderez au vainqueur : « Mais, maintenant, où irai-je vivre ? Comment pourrai-je travailler ? Qui me fournira les objets qui m'ont été dérobés et qui me sont indispensables ? Il est facile de nous arranger répondra alors votre adversaire, tu pourras travailler dans ton appartement moyennant une location que je fixerai moi-même, tu feras une tâche que j'aurai choisie également et si tu veux les ustensiles qui te sont utiles, je puis t'en vendre à bon marché. Il est bien entendu que je surveillerai ton travail, que j'installerais chez toi en permanence mes soldats, mes juges et mes amis que j'appellerai pour la circonstance : fonctionnaires coloniaux. »

— Mais je me révolterai contre un tel arbitraire direz-vous. — Fort bien, dans ce cas, votre spoliateur vous conduira devant un tribunal où siègent d'ailleurs ses amis et c'est vous qui serez condamnés à des dizaines d'années de prison, quelque fois même à la déportation perpétuelle.

Tel est en général le mécanisme de la colonisation, avec cette différence que l'acte pour être approuvé, est tenté et accompli non plus sur un seul individu, mais sur des millions et qui est pratiqué au nom du droit et de la civilisation.

Il ne faut pas, quand il s'agit de la conquête de l'Algérie s'en tenir à la fable du coup d'éventail qui traîne dans les manuels d'histoire, il faut rechercher pourquoi notre représentant en Algérie à cette époque était allé trouver le Dey Hussein et pourquoi ce dernier était en colère.

Au début du XIX^e siècle les turcs étaient depuis 300 ans les maîtres de la régence d'Alger, dont le territoire s'étendait de la Tunisie au Maroc était sensiblement celui de l'Algérie actuelle. Pendant la Révolution, la France avait pu se procurer des ravitaillements précieux grâce aux achats de denrées faits au bey de Constantine ; la Convention et le Directoire avaient continué et cela par l'intermédiaire de 2 juifs livournais Bacci et Busnach. Endetté, l'Etat français n'avait pas payé, empêchant ainsi ses créanciers de vendre du blé aux anglais par crainte de perdre la somme due ; les deux juifs débiteurs du Dey, à leur tour, avaient persuadé ce dernier qu'ils ne pourraient le rembourser que lorsqu'ils seraient payés et l'avaient fait intervenir auprès de la France.

La France versa donc deux acomptes, l'un de 3 millions, l'autre de 1.200.000 francs. Les Juifs n'en donnèrent rien au Dey, afin de le laisser intéressé à leurs réclamations. Or, en 1816 et en 1819, les discussions au sujet de cette créance duraient encore ; en 1820 les Chambres votèrent un crédit pour en acquitter le montant, mais par suite d'opérations financières de Bacci et de Busnach, le Dey ne toucha pas un sou de sa créance. C'est alors, qu'il demanda à l'Etat français une partie des 7 millions que retenait dans ses coffres la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le 30 avril 1827, Deval, consul de France à Alger, fut suivant l'usage reçu en audience par le Dey ; interrogé par Hussein sur les raisons pour lesquelles le ministre ne leur avait pas répondu au sujet de la dette, le consul répondit : « Mon gouvernement ne vous écrira pas, c'est inutile ! » Furieux, le Dey intima au Consul l'ordre de sortir et comme celui-ci ne bougeait pas, il fit un geste de menace avec le chasse-mouches qu'il tenait à la main.

Le motif de l'expédition était trouvé. *Insulte grave au représentant de la France.*

C'est la même France, ou des représentants analogues à ceux de 1827, qui s'indignèrent après la guerre du refus de payer de l'Allemagne ; qu'eussent-ils dit, si cette dernière, employant le système de 1827, avait parlé d'envahir la France pour la punir de réclamer les sommes dues. Et encore, le cas est très différent, les sommes dues au Dey représentaient des marchandises réellement livrées et non un tribut de guerre, imposé par les conditions draconiennes d'un traité.

Il nous est donc permis de terminer ce premier article par les phrases contenues dans une brochure de M. Alexandre de Laborde, député de la Seine, adressée au Roi et aux Chambres en 1830 et dans laquelle, il disait :

« Cette guerre (l'expédition d'Alger) est-elle juste ? Non. Le Dey réclame, on le vole ; il se plaint, on l'insulte ; on le tue !

Les méthodes n'ont pas d'ailleurs été modifiées depuis la conquête ; car, c'est grâce au vol, à la spoliation et à l'arbitraire que nous avons, depuis 1830, colonisé l'Algérie.

GARINE.

PROPOS d'un PARIA

Enfin nous l'avons eu la « manifestation de Vincennes », manifestation de masses par dessus le marché, avec accompagnement de bris de matériel aux lieux sinistres de l'incendie. Je ne sais pas si vous vous souvenez que le Parti dit communiste avait, il y a quelques mois organisé contre les menaces de guerre à l'U.R.S.S. contre un tas de choses et pour un nombre incalculable d'autres choses encore une grande manifestation à Vincennes. Celle-là, bien qu'elle fut annoncée à grand tapage, et sans doute pour cela, on neques ne la vit. A part quelques « fonctionnaires » qui allèrent s'y faire arrêter par ordre, on pouvait penser que les couches profondes du prolétariat avaient eu ce jour-là d'autres chats à fouetter.

On les a retrouvés, ces couches profondes, en ce dernier dimanche à la pelouse de Vincennes. Il faut en effet en avoir une profonde couche pour aller, sous une température sibérienne, risquer la congestion sans d'autres perspectives que de perdre un argent si dur à gagner.

Quoi qu'il en soit, ils étaient là plusieurs milliers de prolétaires, sinon conscients et organisés, du moins bien décidés à risquer leur argent sur les chances de bourrins dont ils connaissent par cœur les noms et les « origines ».

Le jeu est de toutes les époques et de toutes les classes. Et l'honorable M. Chappe ayant supprimé pour cause d'immoralité — qu'il n'a pas — mais sans doute pour ne pas faire concurrence aux tripots en plein air que sont les champs de courses, les lotteries de sucre !, il ne reste plus au pauvre peuple que tennnis la fièvre du jeu que d'aller se faire étriller à Vincennes ou à Auteuil.

Sans doute, et parce qu'il est propriétaire de chevaux de course, notre premier consul, par

don, je pensais à l'autre, notre préfet, dis-je, troué-là profondément moralisateur le spectacle de ces peaux de diables, qui, jusqu'à la dernière tenue versent aux gendarmes du matériel, des fol espoir d'un gain aléatoire l'argent pour lequel ils se sont, toute une semaine prosternés.

On pourrait s'étendre sur ce sujet, se reposer en considérations de toutes sortes, voire en opérations sur l'abolition, l'incoscience, la stupidité des troupeaux humains qui ne voient pas que leurs bergers ne les mènent qu'à la mort, quand ce n'est pas à l'abattoir, mais cela ne changerait rien aux faits et je crois d'ailleurs en avoir assez dit pour que mon papier ait sa longueur habituelle — la question de mise en page est primordiale.

Donc, pour revenir à nos moutons, dimanche dernier, les touristes de la pelouse, de la base, si je puis m'exprimer ainsi, mécontents d'un départ se sentent devenir enragés, ils réclament à grands cris d'abord l'annulation de la course, puis se ruèrent vers les tribunes du pesage où siègent les touristes du fait : avocats célèbres, gros exploiters, bookmakers de poids, poules de luxe, etc., et, au grand effroi de toute cette cohorte se mirent à tout saccager, cependant qu'à la pelouse tel un feu de joie et purificateur, flambaient les baraques du mulot.

Il apparaît que les jockeys seraient seuls coupables en cette affaire et que les « pelousards » n'étaient pas fondés dans leur réclamation.

Peu m'importe. Ce que j'admire, c'est que des centaines de bourgeois, se soient dressés aussi vigoureusement ; si leurs raisons n'étaient pas raisonnables, on peut se demander de quoi ils seront capables lorsqu'ils se sentiront victimes d'un deni de justice par trop flagrant. A moins qu'ils ne se mettent à lire l'Humanité.

Pierre Mualdès.

Erratum. — Dans mon dernier « propos » sur le général Koutepoff j'avais écrit : « Les anneaux de roman feuilleton en ont pour leur argent (et non argent) l'histoire du faux agent... » (une belle venue... non revue). Les lecteurs auront dû rater...

P. M.

UNION ANARCHISTE COMMUNISTE
Dimanche 16 Février, à 14 h. 30
Maison des Syndicats, 18, Rue de Cambronne (15^e)
(Métro : Cambronne)
Controverse sur :
Pour ou contre la violence révolutionnaire
par HAN RYNER et GARINE
Participations aux frais : 2 francs

PETITS LITS BLANCS

Il n'est que les démagogues pour prétendre que les classes dirigeantes sont cruelles aux nécessiteux.

Tous les gens de cœur sont unanimes pour rendre grâce à la bourgeoisie des faveurs qu'elle prodigue aux misérables.

Qu'il arrive une catastrophe — explosion dans une mine, incendie ou inondation — nos bons bourgeois sont toujours prêts à tendre une main secourable aux sinistrés.

Leur charité est inépuisable.

Tout le monde sait combien ils ont l'âme tendre, et le portefeuille facile.

Leurs largesses, de toutes sortes, au profit des bonnes œuvres, ne se comptent plus.

Ils sont, pour la plupart, membres de plusieurs sociétés de bienfaisance, et souvent, mesdames leurs épouses occupent les loisirs que leur laissent les papotages mondains et les émois de l'adulter à visiter les gueux, en leurs taudis suburbains, sous couleur de les avantager de quelque aumône.

La question sociale ! Mais c'est là un mythe, un mensonge de bateleurs, qui enragent de ne pouvoir satisfaire — tout comme les seigneurs de la bourgeoisie ! — leurs « grossiers appétits ».

C'est avec des gestes pleins de grâce qu'en écarte le phantasme de la question sociale, ce phantasme décharné et qui claque des dents.

La misère ! Mais elle n'existe pas, la mansuétude des possédants ne pourvoit-elle pas à tout ?

Ainsi, nos gens du monde organisent de temps à autre quelque joyeuse ker-

messe pour soulager les infortunes des disgraciés du sort.

Quelquefois, comme dans le cas qui arrête notre attention aujourd'hui, c'est une brillante solennité à l'Opéra ; en d'autres temps, on se contente d'un gala de moindre importance ou d'une vente de charité.

L'ironie des choses est telle, que, pour venir en aide aux gens dans la douleur, il faille organiser des fêtes à grand spectacle.

peine qu'il a prise dans l'organisation de cette fête désormais fameuse ? Il ne nous a pas habitués à un désintéressement excessif.

On a joué à bureaux fermés. Toutes les places étaient prises. Un méchant petit fauteuil coûtait cependant la bagatelle de plusieurs centaines de francs. Les loges atteignaient des prix fabuleux.

Une tombola devait clore la bacchanale. Un collier de 50.000 francs en était le gros lot.

Les journaux ont omis de nous dire si c'était un employé de Baillif qui en avait été l'heureux gagnant ! Chose qui, étant donné les sentiments du patron, n'est pas impossible, après tout.

Venons-en, maintenant, aux Petits Lits Blancs, pour lesquels cette soirée grandiose fut organisée.

Une collaboratrice de l'Intransigeant a pris soin de nous instruire, la veille du grand événement, des intentions généreuses qui étaient celles des organisateurs du Bal des Petits Lits Blancs.

Il s'agit — vous n'en doutez point — de venir en aide à de pauvres enfants, prostrés à tort et à travers, par des parents alcooliques et tarés.

Les miches sont arrivées au monde portant au front les stigmates de la déchéance. Il a fallu les soigner. Une bonne œuvre de ces œuvres charitables — comme il en existe tant ! — les a recueillis. Et voilà, on a dansé, mardi soir, à l'Opéra, pour garnir la caisse de cette institution de bienfaisance.

Mais il est encore quelque chose qui serait mieux, c'est que l'Intransigeant consacrer le plus clair des bénéfices des fêtes qu'il organise à apprendre aux parents à ne plus faire de gosses dans d'aussi désastreuses conditions.

Nous espérons bien que la très intelligente Madeleine Chaumont essaiera de persuader son patron de la gloire qui ne manquerait pas de l'aurore s'il voulait se faire l'initiateur d'une propagande aussi noblement humaine.

Ah ! les parents, les maudits parents ! Trouvent-ils donc la vie si belle qu'ils veulent à tout prix jeter de nouvelles victimes sous la meule sociale.

Quand comprendront-ils qu'ils seront sauvés le jour où ils commenceront la grève des ventres ?

Une autre constatation, tout aussi désolante. C'est l'hiver, le rigoureux hiver où, comme le dit notre glorieux ancêtre, nous libérateurs, le comping François Villon, en son Testament :

« Les temps se givent de vent. »

Il fait froid. Alors qu'il conviendrait de rester auprès du « tison » pour se réchauffer les os, des gosses, mal protégés par de mauvaises hardes, cherchent leur croûte dans des boîtes à ordures.

Ah ! je sais, nous avons un préfet de police qui est un humanitaire. Si ce grand froid, persiste, il fera installer des braseros pour ceux qui sont obligés d'hiverner sous les ponts, et peut-être aussi — son cœur est si bon ! — leur fera-t-il donner un peu de soupe chaude.

Pendant ce temps-là, on fait la nouba, à 2.000 francs par tête, à l'Opéra et ailleurs.

Quand tous ces galvaudeux, ces sans-sou, ces crève-la-faim auront-ils donc le courage, eux qui ne connaissent que le sol dur ou la poulrière des garnis infects, de réclamer un petit lit blanc...

Jusqu'à maintenant, ils ont accepté. L'habitude, sans doute.

Il y a des moments où l'on se demande si ceux qui rapillent n'ont pas le droit, après tout, de les narguer.

Non seulement les misérables acceptent, mais ils sont encore pleins de respect pour ceux qui les maltraitent.

Ah ! que c'est beau ! devaient dire les affamés qui étaient venus, le soir des Petits Lits Blancs, ouvrir quelques portes dats l'espoir d'un peu de pécune.

Et c'est la bouche bée et l'échine circ-conflexe qu'ils cédaient la paix aux belles gorges en peau et en perles, et aux miriflores en habit noir.

Quand, mais quand auront-ils le courage de les dépouiller au lieu de les admirer naïvement et lâchement ?

Georges RANDAL.

SOUSCRIPTION MAKHNO

Nos camarades souscripteurs de l'étranger sont invités à effectuer l'envoi de leurs souscriptions au moyen de mandat international.

Il nous arrive de recevoir des chèques ou des monnaies étrangères, cette façon est onéreuse, cause des dérangements inutiles et parfois même donne lieu à des erreurs qui nous empêchent de toucher l'argent que l'on nous envoie.

Les camarades nous envoient des monnaies françaises ou étrangères sous simple enveloppe ; nous les avisons que nous ne devons pas être tenus pour responsables en cas de perte de leur envoi.

En outre, d'autres nous annoncent leur obolo sans en indiquer la qualité ; versement mensuel ou irrégulier, qu'ils ne s'étonnent donc pas si, par hasard, il arrive qu'un versement mensuel figure dans les versements irréguliers. Toutefois, cela ne change rien au total général, mais que les camarades ne nous tiennent pas rigueur lorsque cette erreur se présente.

Bien des camarades, souscripteurs des premiers mois, semblent nous oublier. Il leur suffira, nous le pensons, de lire ces lignes pour qu'ils comptent leur retard et nous envoient leur obole.

No pas oublier que tout ce qui concerne le comité Makhno doit être adressé à Nauda, 43, rue de Paris, Pantin. Les fonds au même nom, chaque postal Paris N° 501-11.

La publication des sommes reçues et dépensées est faite dans le premier ou deuxième numéro du mois, et tient lieu d'accusé de réception.

COMITÉ DE DÉFENSE D'EUGÈNE GUILLOT ET DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Toujours 27 février, à 20 h. 30, salle Cambromme 18, rue Cambromme, Métro Cambromme

GRANDE CONFÉRENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

sur : L'OBJECTION DE CONSCIENCE

Orateurs : Madeleine Vernet, Henri Roser, René Vallot, M. Dejean, Gauduchaud.

Participation aux frais : 1 fr. 50.

Notre enquête sur les Assurances sociales

Comme nous l'avons annoncé la semaine dernière, nous nous étions adressés à un militant de chaque C. G. T., afin qu'il nous fût communiqué son point de vue sur cette importante question qui déjà a donné lieu à tant de discussions.

Nous avons publié la réponse de notre camarade Le Pen.

Nous insérons aujourd'hui les réponses de Chambelland (C. G. T. U.) et d'Andrieux (C. G. T. S. R.), qui nous paraissent sous une forme à laquelle, à dire vrai, nous ne nous attendions guère.

Voici la réponse de Chambelland :

Camarades, En réponse à votre lettre du 28 janvier, il m'est impossible pour diverses raisons de vous adresser l'article demandé.

Avec mes regrets, etc.

Ainsi donc pour « diverses raisons » qu'il ne donne pas, Chambelland se refuse à donner son point de vue. La raison majeure est, sans doute, que Chambelland a peur de se compromettre avec ceux de ses amis d'aujourd'hui et d'hier. C'est qu'il est dangereux d'écrire dans le « Libéraire » ne fût-ce que pour répondre à une enquête. Le terrible échoir de la V. O. est là qui veille, n'est-ce pas Chambelland ?

Et voici maintenant la réponse d'Andrieux ou plutôt de la C. G. T. S. R.

Cher Camarade, La Commission administrative confédérale réunie le vendredi 31 janvier, a pris connaissance de la lettre que tu as expédiée au camarade Andrieux, lui demandant un article sur les Assurances Sociales pour passer au Libéraire.

La C. A. ne peut que rester sur la position prise il y a quelque temps, c'est-à-dire qu'il y a un organe officiel des collaborateurs s'efforçant de le remplir et puisque dans le mouvement anarchiste, il y a également deux courants, de façon à ne pas nous laisser dans le pas, nous ne passons d'articles ni l'un, ni l'autre, si ce n'est les convocations ordinaires.

Recevez, etc.

Voilà, certes, une réponse qui ne laisse pas que de surprendre. Nous pensions que la C. G. T. S. R. qui même en ce moment une campagne pour manifester son opposition aux Assurances Sociales avait été heureuse de l'occasion qui lui était offerte de diffuser sa pensée.

Son organe officiel lui suffit paraît-il, grand bien lui fasse.

Et puisqu'elle prétend ne vouloir servir aucun des deux courants du mouvement anarchiste, nous nous permettons de lui proposer que dans une enquête récemment ouverte par la « Voix libérale », plusieurs de ses militants, et non des moindres, n'ont pas hésité à exposer leur point de vue.

En conclusion nous ne pouvons que recommander notre camarade Le Pen et regretter que les autres militants pressentis n'aient pas cru devoir exposer dans notre journal, leurs conceptions sur cette importante question des Assurances Sociales.

UN LIVRE DE PREMIER ORDRE SUR LA QUESTION SEXUELLE

LA MATERNITÉ CONSCIENTE

par Manuel DEVALDÈS

LE LIVRE LE PLUS SÉRIEUX, PARU DEPUIS LA GUERRE, SUR LE NEO-MALTHUSIANISME.

NOUS DISPOSONS D'UNE CENTAINE D'EXEMPLAIRES DE CET OUVRAGE COMPLÈTEMENT ÉPUISÉ EN LIBRAIRIE.

PRIX : 6 fr., FRANCO 7 fr. 25

50 fr. LES DIX EXEMPLAIRES PORT EN SUS

DU BLUFF AU CHANTAGE

Mouthon, directeur du Journal, laisse un héritage de plusieurs millions à son fils adoptif.

Avant de devenir directeur du Journal, il avait travaillé sous les ordres du Banaou-Varrilla, celui-là même qui déclare à tout le monde, que son fastueux directeur du Journal n'est qu'un riche.

Dans un opuscule célèbre, aujourd'hui introuvable, Mouthon a narré les brigandages qu'il accomplissait au service de Banaou-Varrilla.

Ce n'est pas sans émotion que, le 15 janvier 1908, j'ai franchi pour la première fois la porte du Malin.

Il y avait huit ans bientôt qu'un soir de juillet, M. Jules Cornély m'amenait à M. Maurice Banaou-Varrilla, lui avait dit : « M. Mouthon, un homme et un téméraire, vous en tenez quelque chose. »

Mouthon, dans une confession cynique, raconta avec minutie, tous les chantages que Banaou-Varrilla lui avait ordonnés : Campagnes contre le Roi des Belges, sur l'affaire Chaumet, sur l'affaire Humbert, les Millions de la Chilienne, la Marche de l'Armée de la Flotte, du Cheval et du Ballon, le Latit, l'Eau, l'Absinthe, la Chartrreuse, la Céruse, etc.

Mouthon, fort adroitement, avait intitulé son pamphlet : Comment on fait l'opinion publique en France, et il avait mis sur la couverture cette indication : 1^{re} série, voulant dire par là, qu'il ne se traitait pas, ou du moins ne se traitait pas, de la langue.

Depuis longtemps, j'avais l'intention d'écrire un livre « Comment on fait l'opinion » et il y avait, au bon public, de quelle manière l'honneur, le patriotisme, la probité, la morale, l'hygiène et toutes sortes de prétextes généraux ne sont que des pièces d'un grand jeu d'homme.

Mouthon, bien avant que Boris Souvarine n'ait donné le détail des fameux papiers Navolitch, nous a révélé le secret des grandes campagnes du Malin.

Devenu directeur du Journal, il se comporta vis-à-vis de ses collaborateurs tout comme Banaou-Varrilla s'était comporté vis-à-vis de lui.

Et la vie l'ayant instruit, il renoua au rôle de redresseur de torts.

Directeur du Journal, il se révéla comme un des plus grands forains du journalisme contemporain. A l'encontre de triples empereurs du Malin, il était très cultivé et maniait à merveille une plume dont l'encre était souvent corrosive. Il vivait à la façon d'un seigneur oriental, entouré d'une cour de mignons et d'éclopés.

Il avait pris son parti de l'impartialité du monde.

DIMANCHE 23 FÉVRIER 1930
à 14 h. 30 à la Salle Lancry
10, rue de Lancry (Métro République ou Landry)

GRANDE MATINÉE ARTISTIQUE

au bénéfice du « LIBERTAIRE »

AVEC LE CONCOURS DE

MADDER Gaston BERTIER Noële VERGÈS

des Cabarets Montmartrois

CHARLOT Eliane THUMERELLE

Basse de l'Opéra de la Muse Rouge de la Gaité-Lyrique

Les Chansonniers

TOZINI LORÉAL Charles d'AVRAY

dans leurs œuvres

LE MOULIN DES AMOURS

Pièce en 1 acte de BERNICAT

interprétée par Mario VARELLY et M^{me} Danielle RAIHAL

Régisseur : BICOT — Au piano : M. MOURET

On peut se procurer des cartes : 72, rue des Prairies, Paris

ENTRÉE : 5 FRANCS — GRATUITE POUR LES ENFANTS

Le programme détaillé sera vendu au bénéfice de VENTRAIDE

L'ANTICLÉRICALISME EN RUSSIE

De récents événements survenus en Russie posent une fois de plus la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Nos camarades sont sans doute informés. Ils savent que le gouvernement bolcheviste a entrepris une puissante campagne contre l'Eglise orthodoxe russe. A l'école, dans les groupements prolétaires de libre-pensée, dans les clubs d'athées qui siègent souvent dans des églises désaffectées, par l'éducation, le livre, la brochure, le théâtre le roman le cinéma par tous les moyens, à la portée des forces de l'Etat, une lutte sans merci est engagée contre l'Eglise.

Les résultats ne laissent pas nous d'être importants. Le dernier en date, qu'annonce l'Humanité du 10 février, est la dissolution de l'Eglise orthodoxe ukrainienne. On relate que l'évêque de ladite église publie, dans la Proletaria, une déclaration de renoncement au sacerdoce, inspirée des plus purs sentiments bolchevistes. J'ai acquis la conviction, écrit notre évêque, « que la religion entrave, somme toute, le développement de l'humanité et est un instrument de réaction et que la prétendue Eglise orthodoxe autocratique ukrainienne n'était autre chose qu'un instrument dans les mains des contre-révolutionnaires dans leur lutte contre le pouvoir soviétique sous le couvert de l'Eglise ».

Si nous croyons, par ailleurs, les nouvelles que l'Humanité nous donne sur la situation générale des églises en U. R. S. S., il semble bien que la pensée libre soit sur le point de triompher complètement des derniers restes de superstition. Le coup mortel aurait été porté par le refus de l'Etat de subventionner aucun culte. Il aurait eu pour effet de priver les églises de leur principal moyen de subsistance, le pouvoir soviétique sous le couvert de l'Eglise.

Naturellement à cette lutte anticléricale, l'Eglise devait répondre. Malheureusement, la riposte allait se produire de l'étranger. Russes blancs de toute condition, hommes politiques réduits à un calameux exil, généraux dépourvus d'armée, popes, évêques, grands seigneurs et nobles dames se devaient d'organiser la bataille contre les briseurs d'idées. C'est ainsi qu'on vit Kerensky amener les églises d'Angleterre et de Prusse et avec les églises, les partis politiques y compris le parti socialiste dont on connaît le libéralisme en matière religieuse. Mais comme il fallait tout prix donner plus de prestige encore à la croisade contre le gouvernement russe, on obtint du Pape lui-même qu'il fulminât contre les nouveaux impies et c'est ainsi que nous eûmes hier la surprise de lire, d'après l'Œuvre, l'annonce d'un mandement de Sa Sainteté dénonçant « les épouvantables sacrilèges » consommés chaque jour dans l'ex-Saint-Eglise, le Saint-Père voue à l'exécution les campagnes d'athéisme, les groupements de militants libres-penseurs, les actes criminels tendant contre les propriétés des églises, du culte, l'éducation matérialiste donnée à la jeunesse. Il propose à tous les chrétiens de prier pour le peuple russe ; il se rendra lui-même « sur le tombeau du prince des apôtres afin de célébrer une messe d'expiation, de supplication et de réconciliation pour tant d'outrages contre Dieu ».

L'encroûtement du Pape dans la parti des conjurés prouve subordonnement que ceux-ci sont décidés à conduire jusqu'au bout leur effort. Il est inutile de préciser d'ailleurs que, sous le couvert de la religion et d'une compassion pour tant de malheureux chrétiens, le Pape, le sens de la lutte est essentiellement politique. Les adversaires des Soviets trouvent seulement là une excellente occasion de mobiliser les consciences qu'un conflit, réduit aux limites d'ordre purement économique, pourrait laisser indifférents ou même hostiles.

Il est hors de doute qu'une vaste coalition s'organise présentement contre la Russie soviétique. Nous le disons en toute tranquillité et sans nous préoccuper d'apporter en cela notre appui à telle ou telle thèse. Nous n'abandonons pas, pour autant d'ailleurs, dans le sens des bolchevistes qui proclament chaque jour que le monde entier prépare la guerre contre l'U. R. S. S. Nous disons seulement — et dans ces limites, personne ne croira que nous pourrions nous contredire — que l'antagonisme entre un certain nombre d'États capitalistes et l'U. R. S. S. est une réalité qui fait partie de l'ensemble des contradictions auxquelles est voué le monde moderne. D'une façon générale on peut dire que l'Europe occidentale, la France en tête, se trouve dressée, pour des raisons que nous ne pouvons pas malheureusement faire de place, à l'encontre de la Russie soviétique.

Le développement artificiel donné à l'affaire Kerensky, les provocations de tristes espèces, suscitées, encouragées ou tolérées par Tardieu à l'adresse de la Russie, sont une preuve certaine de l'état d'esprit particulier du gouvernement français.

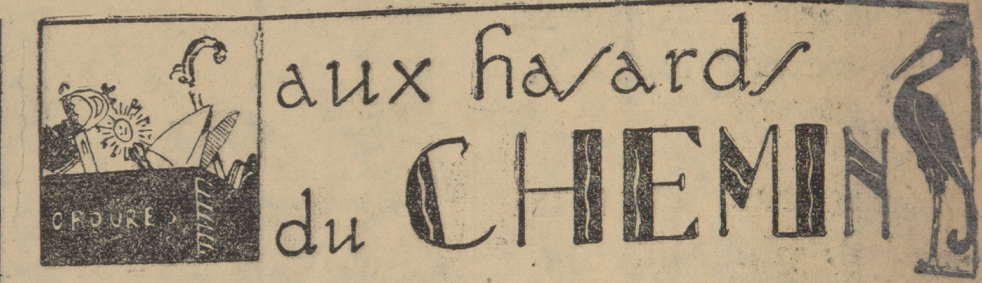
Dans cette situation, le rôle du Pape est évidemment de se ranger du côté des alliés.

Tout ce que nous savons de la Russie prouve que toute église n'est pas abolie au pays des Soviets ; qu'il existe là-bas une religion ; le marxisme avec ses dogmes, selon Karl Marx ; ses saints : les grands hommes de la révolution ; ses prêtres : les fonctionnaires et les bureaucrates chargés de veiller partout à la stricte observance ; ses cultes et rites : les fêtes révolutionnaires. C'est cette nouvelle religion, au service du nouvel État russe, qu'il s'agit donc de faire triompher contre l'ancienne, qui, au dehors et au dedans, prépare les voies des ennemis du gouvernement bolcheviste. On comprend que la lutte soit ardue, mais quelle que soit son issue on ne peut pas espérer qu'elle marque un progrès décisif sur le passé. L'histoire de la lutte de deux églises, de la révolution française est, sur ce point, pleine d'enseignements. On sait comment la vague anti-religieuse, si puissante aux premiers jours, aboutit sous la Convention à la création d'un culte nouveau, celui de l'Être Suprême, culte présidentiel, le peuple français voulait croire. Est-il besoin de dire, qu'en l'occurrence, « le peuple français » était représenté par quelques bourgeois ultra-puissants, parmi lesquels Robespierre, qui pensaient, après Voltaire, qu'il était bon qu'il y eût une religion pour les pauvres ? Ainsi les hommes de bien de la déesse Raison, le glorification de nouvelles idées n'avaient-ils pour but que de rendre prisonniers d'une superstition inédite et endormie tous ceux que la Révolution avait égarés.

Le Gouvernement russe fait-il autre chose en créant une religion d'État ? Le marxisme ? Il vérifie en tout cas cette idée familière aux anarchistes, que la Religion et l'État sont au fond, deux forces inséparables qui peuvent se boudier, se transformer, se nuire, mais qui, dans tous les cas, ne sauraient divorcer à jamais. L'Eglise est avec l'État « l'éternelle contre-révolution » dit Proudhon. Ce n'est donc qu'avec l'État que l'Eglise tombera. La contradiction russe actuelle réside précisément dans ce fait que la lutte anti-religieuse est menée par un état autoritaire dont l'existence est conditionnée par le maintien d'une religion. Tous les efforts, tous les succès de la lutte contre l'Eglise russe orthodoxe ne peuvent masquer cette incompatibilité fondamentale. Le gouvernement bolcheviste peut obtenir du clergé tous les récriminations, il peut si cela lui chante recruter des communistes parmi les évêques d'Ukraine, il ne lui sera jamais donné d'abolir l'Eglise et ses prêtres.

Soulignons encore un anti-cléricanisme logique : parce qu'il contient une négation de l'État. Seul l'anarchisme vaincra l'Eglise et réalisera, selon le mot du philosophe, « l'irrésistible de l'avenir ».

LASHORTES.



LE PEUPLE GRONDE...

Nous sommes par trop démagogues, pour nous élever, chaque fois que l'occasion s'en présente, la très sincère estime que nous avons pour le bon peuple de Paris.

Avec toute la souplesse d'échine qui nous caractérise, nous sommes toujours prêts à lui accorder les réverences qu'il mérite.

Pour oublier un peu les scandales et les larmes de toutes sortes qui déshonorent les maîtres de l'heure, il n'est que de regarder le spectacle noble et sain, et combien moralisateur ! — que nous offre la classe prolétarienne.

Les bourgeois, chaque jour, se déconsolent un peu plus. Mercenaires, pillards, stuprateurs, ils roulent à l'abîme...

Bientôt, ça sera fait d'eux. Les ouvriers, sont là, qui les guettent, prêts à les prendre à la gorge... On dit ça.

Enfin, ne nous montrons pas plus sceptiques qu'il n'est décent, en ce monde où tout n'est que masques et faux semblants...

Les masses se rationalisent... Quoi ! Vous niez. Vous avez tort. Des exemples, mais nous allons vous en fournir. Ne raillez pas.

Nous ne dirons plus que le peuple est lâche. Il s'est enfin révolté ! Il a fait voir combien il était brave.

Et cela, en faveur d'une noble cause, n'en doutez point ! Ça s'est passé dimanche, au Pari Mutuel à Vincennes.

Oyez plutôt : Au moment de la première course, prévue au programme, sur les quinze chevaux inscrits, onze prirent un faux départ. Les onze chevaux effectuèrent le parcours à vive allure. Ce ne fut qu'à proximité du poteau d'arrivée que les jockeys avertis par les cris du public, comprirent leur erreur.

Les onze chevaux firent demi-tour. Bien qu'essouffés, ils durent se ranger à nouveau sous les ordres du starter, pour prendre cette fois le bon départ. Naturellement ils ne se montrèrent pas très brillants, et la course se disputa entre les quatre chevaux restés.

Cela ne fut pas du goût de la foule, qui déjà était très surexcitée.

Et, comme d'instinct, elle prend la défense des « opprimés », elle prit fait et cause pour les malheureux jockeys.

Tout d'un coup, beaucoup de partisans étaient fâchés d'avoir perdu leurs thunes à cause de ce stupide contretemps.

Un clameur grandit. Un manifestant de la pelouse, puis un autre, puis dix, puis cent, puis mille, franchirent la lice et coururent vers le pesage.

Le service d'ordre se montrait impuissant pour arrêter les assaillants qui envahissaient d'ailleurs, avec la plus louable énergie, les tribunes populaires.

Tous les pelotons hurlaient à qui mieux mieux. Ils s'élancèrent pour donner l'assaut.

La façade vitrée de je ne sais quelle bâtisse s'écroula avec fracas. Secoués avec rage, les guérites dardant la piste s'abattirent. Des centaines de bras s'envolèrent pour plonger les bureaux de la lice.

Que ne mettaient-ils le même zèle triplex quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

On ne mettait pas de la même façon quand ils attaquaient la vieille forteresse capitaliste.

C'est pas tout. Soudain, une clameur incendiaire s'éleva. Au feu ! Au feu !... En quelques minutes, plusieurs brasiers flamboyèrent.

LE DROIT ET... LA FORCE

M. Victor Basch se plaint amèrement dans la Volonté des maux d'apaches introduits depuis quelques temps dans les réunions publiques et qui consistent pour les contradicteurs non à exposer leurs théories, mais à envahir la tribune armés de marteaux et de gourdins et à faire voler le matériel sur les assistants.

Il cite des exemples à l'appui de ses plaintes. C'est ainsi qu'à Toulouse, Roubaix, Lyon, à Paris, aux Sociétés Savantes, au cours de conférences organisées par la Ligue des Droits de l'Homme, des contradicteurs portant l'étiquette de « républicain national », qu'étaient des bandes armées, parfaitement organisées et placées dans la salle aux bons endroits, ont saboté les dites réunions et malmené le public.

Malheureusement dans ses conclusions, M. Basch en appelle à ces vieilles grues métaphysiques qui sont la liberté, le droit, la justice, et oublie de dire que sans la force, tous ces concepts ne peuvent guère se manifester. C'est grâce à des théories de ce genre, que le fascisme a pu s'imposer en Italie, qu'il en a chassé les esprits libres et qu'il maintient en prison ses adversaires.

Quand M. V. Basch aura autour de lui une dizaine d'individus décidés à faire respecter la liberté de parole, alors, mais alors seulement, il pourra développer devant les foules son programme en toute tranquillité. La justice consisterait — et c'est à cela que doit œuvrer un révolutionnaire — à mettre la force au service de la liberté et du droit.

Quoi ! cela vous paraît naturel ? Je veux croire que les deux hommes de lettres ne s'en rendent nullement compte. En ce cas, contrairement, vu les maux actuels de la littérature, il y aurait de fortes présomptions contre M. J. Tharaud qu'il soit accusé de préméditation. A moins que ce fait divers n'illustre d'un exemple la maxime littéraire : Tu es le vieux et le jeune.

Quoi ! cela vous paraît naturel ? Je veux croire que les deux hommes de lettres ne s'en rendent nullement compte. En ce cas, contrairement, vu les maux actuels de la littérature, il y aurait de fortes présomptions contre M. J. Tharaud qu'il soit accusé de préméditation. A moins que ce fait divers n'illustre d'un exemple la maxime littéraire : Tu es le vieux et le jeune.

Quoi ! cela

